



Le double effet boule de neige Et une solidarité vieillissante

2012/52

10 | 12 | 2012



COMMUNAUTE



PROSPERITE



PROTECTION

A l'instar de beaucoup de pays européens, nous vivons une crise budgétaire sans précédent avec une perte progressive de contrôle de nos finances publiques sous la forme d'un **double** effet boule de neige.



Jean Hindriks
Senior Fellow Itinera Institute

Premièrement, sous l'effet de l'accroissement massif de notre dette en vue d'amortir la crise, notre taux d'endettement est aujourd'hui un des plus élevés d'Europe (98 % du PIB en fin 2011), juste après la Grèce (165 %), l'Italie (120 %), l'Irlande et le Portugal (108 %) mais loin devant l'Espagne (68 %) ou la Suède (38 %). Les charges d'intérêt —aujourd'hui supérieures à 13 milliards d'€— menacent d'augmenter plus vite que notre revenu national si le coût du financement de l'Etat devait remonter sous la menace pressante d'une sanction des marchés financiers et d'une éventuelle dégradation de la notation de la dette publique belge.

Deuxièmement, sous l'effet du vieillissement et des départs massifs à la pension, notre système de sécurité sociale accumule d'impor-

tants déficits récurrents. On comptabilise en 2010 plus de 130.000 nouveaux ayants droit à la pension. Les dépenses pour le secteur des pensions augmentent constamment chaque année de plus de 5 % tandis que les cotisations stagnent en période de crise. Le déficit est pris en charge par le pouvoir fédéral et contribue ainsi à creuser le déficit public. Les dépenses sociales augmentent plus vite que notre revenu national provoquant dès lors un second effet boule de neige sur nos finances publiques. Si l'on regarde dans le rétroviseur, les dépenses publiques, tous niveaux de pouvoirs confondus et hors charges d'intérêts, ont augmenté sur les dix dernières années de 70 % en Belgique contre 20 % en Allemagne (en Belgique, la dépense publique totale hors charges d'intérêt est passée de 100 milliards d'€ en

2000 à 173 milliards d'€ en 2011). On essaie péniblement de limiter les dépenses publiques mais curieusement l'exemple ne semble pas venir d'en haut: la Belgique est le seul pays d'Europe qui n'a pas réduit

“Chaque parti a rendu son verdict qui est celui du maintien, aussi longtemps que possible, des avantages sociaux au nom de la solidarité. Mais c'est une fausse solidarité qui a oublié ses enfants.”

le salaire de ses ministres (puisque la baisse de 5 % a en fait été immédiatement récupérée par l'in-

dexation). Par contraste, la France a récemment décidé de baisser de 30 % le salaire de l'ensemble de ses ministres. Contrairement à l'ensemble des pays européens, les salaires de nos fonctionnaires n'ont pas été affectés par la crise, mais continuent à progresser au rythme des indexations et des anciennetés barémiques.

Tout ceci n'est pas rassurant puisque dans les années à venir, notre déficit menace de se creuser davantage suite à l'accélération des départs à la pension et à la croissance des dépenses de soins de santé. La part des dépenses sociales dans le revenu national est déjà aujourd'hui en Belgique une des plus élevée d'Europe. Nous sommes donc face à un double cercle vicieux: le vieillissement creuse le déficit, le déficit creuse la dette et le coût de la dette creuse le déficit. Pour répondre à cette crise budgétaire, le gouvernement propose un effort budgétaire chaque année pour

retrouver l'équilibre budgétaire en 2015, et pouvoir ensuite dégager des surplus pour financer les coûts du vieillissement. C'est un pari sur l'avenir très risqué, car on sait déjà que la réforme des pensions de 2011 n'aura qu'un effet marginal sur les coûts du vieillissement (évalué à moins d'un demi pourcent du PIB). En matière de réforme des pensions nous n'avons fait qu'un dixième du chemin à parcourir. Et pourtant il existe des [mesures concrètes](#).

Dans ce contexte, nous pourrions feindre de nous étonner du silence, voire des dénégations, des politiques du sud et du nord du pays, de gauche comme de droite, face à cette crise budgétaire préoccupante, au problème des pensions, et à la détérioration de la situation économique. Mais la réalité n'appelle pas au pessimisme mais bien au réalisme. Pourtant, ni les uns ni les autres, par réalisme électoral sans doute, n'ont intérêt à heurter les sensibilités d'une population de pensionnés qui n'a jamais été aussi importante (plus de 2 millions) et aussi active politiquement. Face à cette situation, chaque parti a rendu son verdict qui est celui du maintien, aussi longtemps que possible, des avantages sociaux au nom de la solidarité. Mais n'est-ce pas une solidarité qui a oublié ses enfants ? En outre, en plus du maintien des dépenses existantes, il y a une véritable surenchère de nouvelles dépenses et promesses.

“

Les jeunes générations risquent d'être sacrifiées pour une solidarité vieillissante qui se fait politiquement sans elle, et économiquement contre elle.

”

Or l'électeur n'est pas dupe et il sait que ces promesses ne pourraient aboutir sans peine, vu la situation économique actuelle et les défis à assumer dans le futur. Pour nous rassurer, les partis politiques nous présentent alors, de manière générale et évasive, des moyens de financement issus de la lutte contre la fraude

fiscale, la taxation sur les transactions financières spéculatives et la contribution du secteur nucléaire. Ces espoirs seront-ils à la hauteur des promesses ? Il y a des doutes, surtout quand il faut constater la façon dont certains partis évitent d'aborder la réalité et d'apporter des remèdes chiffrés et réalistes aux difficultés budgétaires d'aujourd'hui et de demain. Même si la peur d'effrayer leur électorat et de manquer leur opération séduction les tenaille, les partis politiques n'ont d'autres choix que de s'apprêter à affronter la réalité. Les jeunes générations risquent sinon d'être sacrifiées pour une solidarité vieillissante qui se fait politiquement sans elle, et économiquement contre elle. Dans le numéro 1 de *Regards économiques*

paru en 2002, mon collègue David de la Croix avait déjà indiqué la nécessité d'un courage politique pour s'atteler à la réduction de la dette publique. Dix ans plus tard tout le travail reste à (re)faire puisque la dette publique a retrouvé son niveau de fin 2002.

Jean Hindriks

UCL et Senior fellow à l'Itinera Institute

Pour une croissance économique et une protection sociale durables



THINK TANK INDÉPENDANT

DES IDÉES, DES ACTIONS

Itinera Institute ASBL

Boulevard Leopold II 184d B-1080 Bruxelles
T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org
www.itinerainstitute.org

Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur